social RIOUX, et vivement hostile aux idées qu'il a exposées au Parlement français. La Chambre de la Restauration avait agité la question de la religion pour le peuple. Aujourd'hui on spécule le catholicisme. M. Forgeot a cité hier un homme très dangereux pour le catholicisme (extrême gauche, bruit à droite).

Cette discussion politique et religieuse provoque quelque effervescence, mais M. HERRIOT est dans une voie puissante : il domine le tumulte et déclare que le discours dans lequel Paul Benoist affirmait que la reprise des relations avec le Vatican signifiait une nouvelle poussée vers les idées libérales en Europe (appl. à l'extrême gauche. Vives protestations).

M. HERRIOT. — Il est important qu'il soit dit ici que la politique ne doit pas servir à empêcher par la contrainte le progrès des idées libérales.

M. Herriot est vivement applaudi à l'extrême gauche en plaidant la cause de la C. G. T. Il termine en affirmant que le Parti Radical-Socialiste, au nom de la confiance qu'il a toujours eue dans le peuple français, qui a donné tant de preuves de son amour du pays et qui l'a, lui aussi, défendu pendant la guerre et assuré les fruits de la victoire, au point de vue intérieur, il se borne à mettre des espérances (appl. à gauche).

On discute les ordres du jour

La séance publique par de nombreux députés qui sont à main levée.

Le Président donne lecture des ordres du jour déposés.

1. Par M. François Arago et Fleury-Ravarin, ainsi conçu : La Chambre approuvant les déclarations du Gouvernement, confiante en lui pour affirmer les droits de la France d'accord avec nos Alliés, et assurée de la libre union nationale entre tous les républicains dans le respect des lois de la République, repoussant toute addition basse à l'ordre du jour.

M. Paul-Boncour. — Il était inutile d'attendre jusqu'au moment où le pays est en danger pour nous apporter votre concours.

Sur l'insistance de ses collègues Socialistes exposant le programme du Parti.

M. Lauraine se rallie à l'ordre du jour de M. Arago.

M. Raoul PERET annonce qu'il a reçu de M. Forgeot un troisième ordre du jour ainsi conçu :

La Chambre, confiante dans le Gouvernement pour poursuivre d'accord avec nos Alliés la réalisation effective et rapide des trop justes réparations que le traité de Versailles a accordées à la France pour sauvegarder les droits sacrés et définitifs de l'humanité, approuve pour cette raison la reprise des relations avec le Vatican, et suivre une politique conforme au sens des élections du 16 novembre 1919, passe à l'ordre du jour.

M. VAILLANT-COUTURIER, député socialiste du Puy-de-Dôme, parlant sur les ordres du jour, expose la situation économique considérable. Les raisons pour lesquelles ses amis ne peuvent donner leur confiance au gouvernement. Comme il reproche à M. Léon Daudet et à ses amis de dissimuler leur drapeau, M. Léon Daudet proteste.

M. Léon DAUDET. — Toutes nos réunions électorales se terminaient avec ces mots : « Vive la République ! Vive le Roi ! » Comme membre de l'Action Française, je demandais le retour à la monarchie.

La conférence entre M. DAUDET et VARENNE se poursuit dans le bruit.

Les Socialistes refusent la confiance

VARENNE. — La majorité de cette Chambre ne correspond plus à l'opinion du pays (applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche). Le gouvernement ne peut y trouver la majorité nécessaire pour poursuivre une politique d'union républicaine. Nous ne pouvons, dans ces conditions, vous accorder notre confiance provisoire. Nous désirons que nous puissions vous la confirmer (Applaudissements à l'extrême-gauche. — exclam. sur divers bancs).

La clôture des discours sur les ordres du jour est votée à main levée.

L'ordre du jour de confiance est voté à mains levées

La priorité sur l'ordre du jour ARAGO, impliquant la confiance, est votée par 462 voix contre 77.

L'ordre du jour est voté à mains levées au fond.

Les prochaines interpellations et discussions

La Chambre fixe son ordre du jour.

Elle fixe à vendredi prochain les interpellations d'Ingels et de Mougel, sur la cause du chômage, et à vendredi 11 février les interpellations Barbe, Lescaret, Duval, sur la monnaie, et met à l'ordre du jour de mardi la discussion de la Commission des marchés sur les chèques.

M. Charles DUMONT, rapporteur général, demande que, partir de mardi soir, la Chambre discute sans désemparer le budget qui aurait un vote à la fin, comme le pays le demande, au mois de décembre. La discussion générale pourrait reprendre au moment de la discussion des budgets des affaires étrangères et de la guerre.

M. DOUMER. — Le gouvernement est entièrement d'accord avec la Commission dont il vient de entendre d'adopter les importantes économies. Nous nous plaignons du pays. Le régime des crédits provisoires est un régime de désordre auquel il faut mettre fin (Applaud.).

La discussion du budget de 1921 est donc inscrite à l'ordre du jour de mardi, après l'affaire des rhums.

La séance est levée à 19 heures 55. Séance mardi à 15 heures.

Le Cabinet du Ministre de l'Agriculture

Paris, 29 janvier. — M. Lefèvre du Prey a constitué ainsi son cabinet : chef du Cabinet, M. B. Ledoux, Sous-Préfet, directeur du Cabinet du Préfet du Pas-de-Calais ; chargé de la direction des services du cabinet, M. Boissel, docteur en droit, ancien chef-adjoint du Cabinet du garde des sceaux, Ministre de la Justice, chef-adjoint. M. Brasart ingénieur agronome, ingénieur du crédit agricole ; chef du secrétariat particulier, M. Bambaud, Sous-Préfet ; attaché parlementaire, M. Marcucci, ingénieur agricole.

Monsieur Bourdin, profiteur

IL A VOLÉ UN DEMI-MILLION A SON PATRON ET DÉTOURNÉ DIX MILLE KILOS DE SUCRE.

Bruxelles, 28 janvier. — La police a arrêté François Bourdin, 25 ans, et son épouse, sujets français.

Bourdin, qui était employé dans une maison de commerce du Havre, a dérobé à son patron la somme de 500.000 francs. Bourdin a avoué avoir également détourné au Havre un wagon de 10.000 kilos de sucre, expédié par la Belgique pour le ravitaillement de la population française.

A SOMAIN

Une audacieuse tentative d'évasion à la gendarmerie

UN MALFAITEUR, PERCEUR DE PLAFOND, VOULAIT FILER PAR LES TOITS

M. Garnotte, surveillant de la distillerie Bloch et Cie, à Somain, surprenait, la nuit dernière, un flagrant délit de vol en la personne d'un certain Raoul Normand, cultivateur, âgé de 20 ans, qui en levait un pallot de grains et devers autres.

Normand fut arrêté par la gendarmerie et renfermé dans la chambre de sûreté de la caserne de gendarmerie.

Or, vers 10 heures du soir, le gendarme de planton, Maurice, entendait un bruit insolite semblant provenir du toit. Il prêta l'oreille. Quelqu'un était en train de démolir les combles du bâtiment voisin.

Soupçonnant le prisonnier de faire des siennes, M. Maurice, avec d'autres gendarmes, courut à l'escalier de service. Elle était fermée. Un vacarme épouvantable retentissait au-dessus de sa tête. Indigné, le chef de poste n'a pas hésité à prisonnier pour se donner de l'air. A l'aide d'une échelle, les gendarmes s'engagèrent à travers la mansarde et ramenèrent leur prisonnier qu'ils découvrirent trotte dans les combles, les poches pleines de grains.

Normand fut remis dans une autre cellule où il surveillé de près, après qu'on lui eut dressé procès-verbal pour tentative d'évasion et bris de prison.

A LA COUR D'ASSISES DU NORD

Un embusqué de l'arrière est condamné à cinq ans de détention

IL ÉTAIT DANS CETTE VILLE...

...PLUS DE CINQ ANS

L'accusé est un nommé Jules Lenfant, âgé de 30 ans, originaire de Paris, mais qui habitait Lille depuis plusieurs années. Il était marié et père de deux enfants. Il exerçait la profession de représentant de commerce.

Mobilisé en 1914, il fut affecté à la 2e section des commis et ouvriers militaires d'administration, et fut envoyé à Lille, où il resta jusqu'à la fin de la guerre.

Lenfant, qui était un fervent admirateur de l'Allemagne, fut dénoncé à la police française par un de ses camarades, qui l'avait entendu faire l'éloge de l'armée allemande et critiquer la conduite de la guerre par les Alliés.

Il fut arrêté le 3 décembre 1918 et écroué à la prison de Loos.

Au cours de l'enquête, il fut établi que Lenfant, qui était chargé de la surveillance des ouvriers civils travaillant à la démolition de l'usine des Forges de Denain, avait dénoncé à l'autorité allemande plusieurs ouvriers qui avaient été punis de prison.

Il fut établi également